



Cet atelier s'est déroulé le 5 juin 2025 au sein du bâtiment Atlantica à Nantes et a duré une heure et demie. Une vingtaine de participant.es étaient présent.es. Cet atelier s'est déroulé dans le cadre du chantier "Ambitions pour 2026". L'ICPC a proposé plusieurs défis autour de l'impératif de démocratie concernant les prochaines élections municipales de 2026. Les participant.es ont alors pu choisir, à la manière d'un forum ouvert, le défi sur lequel ils se sentaient le plus à l'aise. Ils ont pu travailler en petits groupes sur ces fiches-défis, de façon manuscrite. Ce compte-rendu permet de restituer les écrits, idées et propositions recueillis lors de ce moment de réflexion collective.

Le défi de la transformation et de l'administration

Quels sont les (autres) enjeux que relève ce défi?

- Reconnaissance des agents de terrain sur leur capacité à capter les expressions et besoins des usagers et citoyens et à faire remonter leur expertise d'usage.

Les objectifs du défi :

- Créer des espaces de dialogue à l'intérieur même de l'administration
- Cartographier les agents et métiers qui sont réceptacles des expressions et interpellations
- Valoriser les exemples précis
- Faire de l'administration le lieu systématique entre la commande politique et les expressions citoyennes
- Les agents, points centraux du dialogue citoyen

Les difficultés pour relever ce défi :

- Pas assez de dialogue entre les agents de terrain et équipe de quartier, qui organisent des démarches de participation
- Question des bottom-up : comment se décide les sujets de concertation du haut vers le bas ou l'inverse? Par l'administration et/ou par les habitants?
- Collecte de données individuelles (ex : Nantes dans sa poche) mais pas nécessairement consolidé sur une approche collective
- Les rapports de force dans l'administration (cultures différentes)

Les conditions nécessaires pour relever ce défi :

- Organiser des temps réguliers d'écoute des agents
- Du partage managérial

- Valoriser les agents de toute catégorie et les légitimer dans leur capacité à contrôler les remontées d'informations
- Formations régulières internes dans le parcours d'intégration Vis-ma vie
- Poser un cadre de recueil des expressions (informations sensibles, devoir de réserve)

Le défi de l'accueil du conflit :

Quels sont les (autres) enjeux que relève ce défi?

- Inclusion
- Comment choisir un garant
- Comment prendre en compte les différents points de vue?
- Cadre et limites : qu'accepte-t-on?
- Clarté et transparence de la démarche
- Rapport de confiance (commanditaire, processus...?)
- Anticiper
- Centrer la démarche sur le citoyen
- Aller chercher les bonnes compétences pour l'animation

Les objectifs du défi :

- Identifier et mobiliser les "bons" outils et donc casser les interactions "naturelles"
- Avoir un résultat et aller au bout de la démarche
- Mesurer l'apaisement, l'inclusion, la diversité, représentativité et de la parole
- Quels liens ont émergés?
- Créer une boîte à outils commune et partagée
- Mêler public et privé
- Faire que chaque parole exprimée compte

Les difficultés pour relever ce défi :

- L'absence de violence
- Personnes contrôlantes
- Personnes qui sortent du processus
- Aller à la rencontre des gens
- Anticiper et donc préparer (les postures, l'historique)
- Formation au conflit
- Financement
- Construire un espace agonistique pérenne

Les conditions nécessaires pour relever ce défi :

- Fixer un contrat et des règles du jeu "contrat social de la conflictualité"
- Avoir un tiers de confiance
- L'écoute
- L'observation
- Moyens et reconnaissance
- Dédommagement et être reconnu
- Anticiper et trouver des outils pour ne pas nourrir le conflit
- Apporter la sécurité que les désaccords seront gérés et poser le cadre en amont

Le défi de donner envie

Quels sont les (autres) enjeux que relèvent ce défi :

- Démocratie, égalité, rendre visible tous les points de vue (y compris les enfants)
- Enrayer une boucle de privilèges : les plus riches, les plus instruits sont les plus entendus et ceux pour qui le service public est le mieux adapté
- Donner envie aux collectivités (élus et agents) de s'engager dans des démarches participatives
- Mettre en débat des sujets plus ambitieux, en budget de la collectivité
- Donner envie de rester actif tout au long de la démarche

Les objectifs du défi :

- Partager le pouvoir
- Donner de la place à toutes et tous
- Donner de la face : empowerment

Les difficultés pour relever ce défi :

- Coût
- Temps
- Marge de manoeuvre
- Planning du projet
- Changer ses habitudes

Les conditions nécessaires pour relever ce défi :

- Penser à tous les publics (jeunes, actifs, personnes éloignées...)
- Tirage au sort? Avec quel budget?
- Faire du lien avec les personnes, avec du contact direct, de pair à pair, relai de confiance, légitimité...
- Convivialité, plaisir, lien social
- Procéder par étapes. Ex-chantier participatif pour démarrer une concertation sur un parc.
- Proposer des formats d'animation adaptés (dans le concret, recueil de parole...)
- Rendre visible les moyens de démarches participatives vers les publics les plus éloignés
- Créer des espaces "safe".

Le défi du faire "commun" ensemble

Quels sont les (autres) enjeux que relève ce défi?

- Interconnaissance (convivialité, lien, plaisir)
- Faire émerger une vision partagée (projet, objectif)
- Identifier les intérêts de chacun, leurs interdépendances
- Efficience humaine, écologique, environnementale
- Faire société
- Co-responsabilisation
- Changer de posture et de paradigme

Les objectifs du défi :

- Gouvernance horizontale
- Le décideur a une posture d'animateur
- Dissocier la propriété de l'usage
- Expérimenter, pas de côté, lieu d'incubation, mettre à disposition des espaces communs.

Les difficultés pour relever ce défi :

- Sortir de l'entre-soi
- Individualisme
- Gestion des économies et jeux de pouvoir (domination)
- Gérer l'altérité, voire le conflit
- Accueillir l'imprévisible, le pas de côté
- Gestion de la délibération et de la décision

Les conditions nécessaires pour relever ce défi :

- Lâcher prise, la confiance contre la contrainte
- Compétence de facilitation et de médiation
- Déconstruction des règles sociales "historiques", question des rôles et des cercles, de pouvoir et de verticalité
- Montée en compétence sociale et donner des règles claires, à définir collectivement,
- Légitimer la parole, quelque soit son statut
- Prendre soin de chacun
- Rendre visible l'invisible (donner à voir les interdépendances)
- Robustesse et agilité du dispositif

Le défi du lien à la décision et de la reddition des comptes

Quels sont les (autres) défis que relève ce défi?

- Question de la défiance/confiance dans les deux sens, entre agents, élus et citoyens
- Transparence du chemin décisionnel, qui décide de quoi et où.
- Délitement du contrat social et de la place de chacun
- Reddition des comptes : communication publique contre une information exhaustive et complète sur ce que l'on va faire des contributions. Communication contre information
- Faire vivre la démocratie, qu'on y croit et qu'on la comprend

Les objectifs du défi :

- Pourquoi donner de la place à l'expression citoyenne dans la décision?
- Pourquoi est-ce qu'on affirme qu'il faut un lien à la décision?

=> Parce qu'on pense que l'intelligence collective peut améliorer la décision (à tort ou à raison)

=> Pour un équilibre des pouvoirs; faire vivre la démocratie

=> La place de l'intérêt général, retrouver des "vérités" communes.

- Pourquoi rendre compte?

=> (Re)mobiliser les citoyens sur les nouvelles démarches

=> Améliorer la démocratie interne, comment réellement coopérer, travailler ensemble

=> Améliorer l'écoute, la transversalité

Les difficultés pour relever ce défi

- De quel projet / décision parle-t-on?

Exemple de projet technique qui sont cadrés, limité par la loi, réglementation, contraintes techniques.

=> Comment transformer le technique en politique ? à quel endroit le citoyen a une valeur ajoutée?

- La polarisation, la place des émotions, la violence, le manque d'écoute?

Chacun vient avec sa vérité, confusion entre faits et vérités, nous n'avons plus de vérités en commun.

- Inclusion

Les conditions nécessaires pour relever ce défi :

- Les contributions citoyennes doivent être lisibles, formalisées, claires. Il faut anticiper les modalités de recueil de la parole. Question de l'IA dans le recueil et participation citoyenne
- Suivi de la mise en oeuvre des décisions:

=> Mise en place de comités ad hoc (neutres et externes)

=> Attention, cela peut être complexe, avec un enjeu de citoyenneté; comprendre de l'intérieur les décisions publiques.

- Évaluation participative dans le temps, mais a besoin d'être accompagnée
- Partage politique, l'élu et l'administration doivent être convaincus